

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE :**

# **L'agenda pour la paix pendant et post-COVID19**

## **#BeyondTheOutbreak #CiudadesDePaz**

*La pandémie de COVID-19 a aggravé de nombreuses inégalités dont nous étions déjà conscients et a affecté la coexistence dans nos villes et territoires pendant la situation de confinement. Les gouvernements locaux et régionaux à travers le monde entier ont également été en première ligne dans cet aspect, en mettant la prestation de services au centre, en cherchant à développer une gouvernance qui place les personnes au centre, et bien sûr en développant une culture de paix pour que la crise sanitaire ne dérive pas vers une crise sociale.*

La série d'apprentissage en direct, parrainée par **CGLU, Metropolis** et **ONU-Habitat**, a réuni plus de 3 000 participants aux sessions qui se déroulent depuis fin mars. Les participants des gouvernements locaux et régionaux, du système des Nations Unies et des partenaires de la société civile ont partagé leurs expériences, initiatives et actions pour soutenir leurs communautés face à la pandémie en fournissant des services de base essentiels.

La session du 11 juin dernier, organisée en collaboration avec le **Forum Mondial des Villes et des Territoires de la Paix**, qui célébrera sa troisième édition en 2021, a abordé l'agenda des gouvernements locaux pour la paix et fixé la direction du Forum de la Ville de Mexico.

**Diana Alarcón**, Coordinatrice générale des conseillers et des Affaires Internationales de Mexico, **en représentation du Forum Mondial des Villes et des Territoires de la Paix**, a cadré la conversation, signalant que la pandémie nous a montré non seulement l'importance de l'espace public, mais aussi celle du droit à la ville. Elle a également souligné l'engagement de la ville de Mexico en faveur de la paix et a indiqué que le prochain Forum porterait sur les droits humains, le droit à la ville, les droits culturels, sociaux et environnementaux. Car pour reconstruire nos villes, l'axe doit être la paix, dans une vision où les citoyens sont au centre.

« La construction de la paix doit se faire à partir des droits humains et sociaux pour tous. Ce doit être une paix positive, qui se construit **par le développement**

**économique, l'accès universel aux services de base, la culture, la santé, le logement. »**

**La Secrétaire générale de CGLU, Emilia Saiz**, a souligné le chemin parcouru depuis la seconde guerre mondiale en matière de paix, encourageant à construire sur la situation de crise actuelle à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. Elle a souligné que, pour CGLU, le concept de paix n'est pas contraire au conflit, qui est inhérent aux sociétés, mais à la violence, **et qu'il appartient aux gouvernements locaux et régionaux de travailler pour éviter que des situations d'inégalité et de tensions ne se transforment en situations de violence.**

« Les gouvernements locaux et régionaux sont essentiels pour développer une nouvelle diplomatie véritablement transformatrice, qui construit les bases de la paix et qui ne se contente pas de la négocier. Cette diplomatie sera clé pour que, avec les enseignements tirés de COVID, nous puissions mieux faire face aux enjeux futurs. »

**Octavi de la Varga**, Secrétaire général de Metropolis, a souligné que les phases de violence ne sont pas toujours visibles à première vue, qu'il appartient aux gouvernements locaux de faire prendre conscience des conflits pour les empêcher de s'aggraver et qu'une approche de genre est essentielle pour éviter les escalades de violence dans nos villes qui s'attaquent aux populations les plus vulnérables.

« Sans paix, il n'y a ni confiance ni sentiment d'appartenance à une ville ou à une communauté. La paix, la confiance et l'appartenance sont au cœur des villes et du droit à la ville. »

La première table ronde de la session a abordé les priorités des villes et territoires de paix et était modérée par **Diana Alarcón. Patricia Torres Ray**, Sénatrice de l'État du Minnesota, a ouvert cette table ronde en mentionnant comment, dans son État et après les protestations qui ont éclaté suite au décès de George Floyd, les communautés demandent la réforme du système de police pour mettre fin aux inégalités de traitement. L'activisme et le travail à la base, a-t-elle noté, sont essentiels pour que les changements se produisent localement et mondialement. Ce sentiment a été partagé par **Nadine Burbar**, Chef de la Résilience de Ramallah, a souligné que la consolidation de la paix est la clé pour avoir des villes et des communautés résilientes, et pour cela, il est primordial d'avoir les communautés au centre des efforts, favorisant la participation des citoyens et les solutions qui viennent de la base.

**Vladimir Rodríguez**, Haut Conseiller pour les droits des victimes, la paix et la réconciliation de Bogotá, a souligné que l'épidémie a généré une augmentation de la/les violences urbaines, ce qui a conduit à une situation de méfiance entre les citoyens et les institutions, et qu'il est nécessaire de développer des mécanismes

de résolution des conflits entre le niveau local et régional. **Antonio Carlos Lopez da Silva**, maire adjoint de Praia, a mentionné l'importance du Programme 2030 en tant que cadre transformateur pour réaliser des sociétés de paix post-pandémie, impliquant les communautés informelles et la société civile.

La deuxième partie de la session, intitulée "La paix au temps de COVID-19", a cherché à apporter des solutions à la question de savoir comment gérer la paix après la pandémie. **Vasu Gounden**, Directeur exécutif d'ACCORD, a évoqué l'avenir du multilatéralisme et l'importance, après la pandémie, de chercher à fortifier le dialogue intergénérationnel et l'inclusion des femmes et les communautés informelles dans ce nouveau multilatéralisme afin de ne laisser personne en chemin.

**Josep Mayoral Artigas**, maire de Granollers, a souligné que lors de l'élaboration des agendas de paix, il est indispensable de rechercher des espaces pour le travail conjoint du multilatéralisme. Le maire a également rappelé les neuf engagements qui ont été adoptés lors du Forum des villes de paix de Madrid, soulignant l'importance de les développer localement et internationalement.

**Maria Deeva**, Conseillère de Volgograd, a rappelé les 75 ans passés depuis la fin de la seconde guerre mondiale et comment la guerre avait conduit aux premiers efforts de jumelage entre les villes, Volgograd étant une ville pionnière en 1944.

**Jaime Morales**, Sous-secrétaire aux droits humains du gouvernement de la ville de Mexico, a expliqué comment la ville de Mexico avait cherché, au milieu de la pandémie, à garantir l'accès universel aux services de base pour tous, en particulier aux groupes d'attention prioritaire comme les personnes âgées. La **paix**, a-t-il noté, est la valeur qui guide l'agenda du gouvernement de la ville de Mexico, et a alerté qu'il était essentiel de ne pas revenir vers une communauté passée, où les inégalités et les frontières sont le dénominateur commun.

**Patrick Bwire**, Coordonnateur de programmes en charge de la consolidation de la paix au Centre pour la résolution des conflits, a noté les efforts du Centre pour cartographier le travail de paix en Ouganda, et comment ils avaient collaboré en collaboration avec les gouvernements nationaux, régionaux et locaux pour mener à bien une étude sur l'ODD16 et comment inclure les communautés et populations les plus vulnérables pour y parvenir d'ici 2030. Le maire de **Bangui, Émile Gros Raymond Nakombo**, s'est joint à cette table ronde en soulignant l'importance des gouvernements locaux, et en particulier les communautés locales, ont accès aux ressources économiques. L'inégalité générée par la pandémie, a-t-il averti, est l'élément qui met le plus en danger la paix, et il est nécessaire de disposer des moyens de maintenir et de veiller à la paix afin qu'elle ne devienne pas un terme vide de sens.

Avant la clôture de la session, ont eu lieu les **présentations de paix**. **Sanne van Amerongen**, représentant le Prix de la paix de CGLU, a souligné l'importance des approches locales en temps de crise, car elles sont importantes pour promouvoir des environnements pacifiques. Il a souligné que cette approche était celle qui avait le plus pesé pour accorder le deuxième Prix de la paix de CGLU à la municipalité d'Arsal dans le cadre du Congrès de CGLU, pour son travail de recherche de cohésion sociale après la guerre de Syrie.

**Antonio Zurita**, du PNUD-ART, et représentant du Forum Mondial sur les Villes et les Territoires de Paix, a expliqué que le forum est un lieu de rencontre multi-acteurs et multiniveaux réunissant plus de 20 institutions internationales, nationales et locales au sein de son comité d'organisation. Il a également indiqué le rôle important que les gouvernements locaux et régionaux peuvent jouer dans la construction de la paix au sein de leurs territoires avec une reconnaissance adéquate, et a ouvert la direction vers le troisième Forum des Villes et des Territoires de Paix, qui aura lieu en juin ainsi qu'un événement mondial virtuellement en octobre, qui marquera le chemin vers le forum physique qui se déroulera dans la ville de Mexico en 2021.

**Octavi de la Varga, Emilia Saiz et Diana Alarcón** ont clôturé la session en soulignant l'importance de lier le travail de paix aux politiques locales et en insistant sur le fait que le temps est venu de transformer les débats sur la paix en échanges mondiaux, et que le débat sur la paix qui vient d'avoir lieu pourrait commencer à alimenter les discussions pour le Forum de l'année prochaine.

**Les exercices d'apprentissage en direct** se poursuivront chaque jeudi et ce, tout au long du mois de juin. La démocratie locale, élément clé du travail de CGLU, avec l'accent mis sur la sécurité au niveau local, seront les thèmes des prochaines expériences d'apprentissage en direct où participeront des villes du monde entier cherchant à créer de nouvelles solutions aux défis que la pandémie a, plus que jamais, mis en évidence.

#### **A propos de la série Live Learning Experience :**

La série d'apprentissage en direct organisée par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat a rassemblé plus de 1 000 participants au cours de six sessions au cours desquelles des participants des gouvernements locaux et régionaux, du système des Nations Unies et des partenaires de la société civile ont partagé leurs expériences, initiatives et actions pour soutenir leurs communautés face à la pandémie en leur fournissant des services de base essentiels.

Les exercices d'apprentissage en direct se poursuivront tout au long du mois, et auront lieu les mercredis et les jeudis pendant la crise. Les finances locales, le développement économique local et l'informalité seront parmi les sujets abordés, alors que les villes du monde entier cherchent à relever les défis grâce à une nouvelle génération de solutions.

### **À propos de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :**

CGLU est l'organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations qui représente et défend leurs intérêts sur la scène mondiale. Représentant 70 % de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient et Asie occidentale, Amérique latine et Amérique du Nord - organisés en sept sections continentales, une section métropolitaine et un forum régional. Ce réseau couvre plus de 240 000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de collectivités territoriales présentes dans 140 pays. Parmi ses principaux domaines d'intérêt politique, CGLU compte la démocratie locale, les changements climatiques et la protection de l'environnement, la réalisation des Objectifs de développement durable, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la consolidation de la paix. Pour en savoir plus, visitez le site [www.uclg.org](http://www.uclg.org) et suivez [@uclg\\_org](https://twitter.com/uclg_org).

### **À propos d'ONU-Habitat**

ONU-Habitat est l'agence des Nations unies qui s'occupe de nos villes et territoires. L'ONU-Habitat travaille dans plus de 90 pays et soutient les habitants des villes et des établissements humains pour un avenir urbain meilleur. En collaboration avec les gouvernements et les partenaires locaux, ses projets à fort impact combinent une expertise mondiale et des connaissances locales pour fournir des solutions ciblées en temps utile. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend un objectif spécifique sur les villes, l'ODD 11 - rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables. Pour plus d'informations, visitez le site [www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org) et suivez [@unhabitat](https://twitter.com/unhabitat).

### **Pour de plus amples informations, veuillez contacter :**

Alejandra Salas  
Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone  
[communication@uclg.org](mailto:communication@uclg.org)

Susannah Price  
Cheffe de la communication, ONU-Habitat  
[susannah.price@un.org](mailto:susannah.price@un.org) Tél. 254 722 719867